



Déclaration FSU au CDEN du 17 novembre 2017

Madame la Préfète,
Monsieur le Président du Conseil Départemental,
Monsieur l'Inspecteur d'Académie,
Mesdames et Messieurs les membres
du Conseil Départemental de l'Education Nationale (CDEN),

Traditionnelle terre de contraste, l'Eure-et-Loir voit en cette rentrée 2017 se durcir ces contrastes. L'agglomération drouaise et les zones périurbaines notamment de la vallée de l'Eure accueillent des populations nouvelles, notamment celles expulsées de la grande région parisienne par la violence du marché immobilier et de celui du travail. Au contraire, le Perche tente de retenir ses habitants et leurs emplois. Dans ces territoires mis en concurrence les uns avec les autres, comme dans la société où les individus sont également mis en concurrence, l'école se trouve au centre de l'attention de toutes et tous. Le niveau de formation détermine en effet très fortement l'accès au marché du travail et donc également la position sur le marché de l'immobilier comme dans la société en général.

Dans un tel contexte où les logiques du marché prédominent, les politiques publiques nationales et donc les services publics ont un rôle majeur à jouer. Mais ces politiques ne doivent pas se contenter de s'adapter aux dynamiques à l'oeuvre dans la société et le territoire. Elles doivent surtout lutter contre ces dynamiques, c'est-à-dire les inverser. Or, la Fsu regrette que l'État, l'Education Nationale comme le Conseil Départemental ou les communes refusent de se donner les moyens d'engager un réel bras de fer avec les facteurs de ces dynamiques. Quelques exemples :

Quand on n'agit qu'à la marge des difficultés scolaires, en choisissant de concentrer de petits moyens sur de petits secteurs avec une grosse communication, on ne résout aucune difficulté et on les soulage à peine. C'est le cas avec les dispositifs hâtivement mis en place des dédoublements de CP en REP + ou dans celui des devoirs faits au collège. Que deviennent ces élèves à qui on va faire croire qu'ils auront fait leurs devoirs, lorsqu'ils retournent dans leur classe à plus de 26 élèves pour un enseignant ? C'est le cas dans 197 classes (et non 37 M.IA !) sur les 750 des collèges d'Eure-et-Loir soit plus d'un quart ! Comprendront-ils pourquoi ils ont réussi ou pas l'exercice ? Et que deviendront ces élèves de Rep+, passé le CP ou le CE1, lorsqu'ils arriveront dans des classes non dédoublées ? Et surtout, que deviennent tous les autres élèves pour lesquels les seuils d'ouverture comme de fermeture n'ont pas bougé d'un iota malgré les créations de poste du précédent quinquennat ? Que deviennent tous ces élèves du second degré qui, année après année, se retrouvent plus nombreux dans leurs classes comme le prouve l'inexorable baisse du H/E au fil des années ? Quid de leur motivation lorsqu'ils se retrouvent affectés par défaut dans des filières qui ne correspondent pas à leurs vœux et entre lesquelles les passerelles ne fonctionnent toujours pas ? Ces mêmes jeunes voient se rétrécir

leurs possibilités d'accès à l'enseignement supérieur en raison du manque de places dans les Universités. Les nouvelles mesures de tri social imaginées par le gouvernement dans son plan étudiant ne vont qu'aggraver la situation.

A ces facteurs de difficultés liés aux choix politiques du Ministère de l'Education Nationale, s'ajoutent celles liées aux mesures d'austérité en direction des personnels de la Fonction Publique. Exerçant dans des conditions de plus en plus difficiles du fait des dynamiques à l'oeuvre dans la société, les agents de la Fonction Publique que nous sommes sont constamment stigmatisés par les gouvernements qui ne voient dans notre travail qu'un coût et n'en mesurent jamais la valeur ajoutée. Nous étions massivement en grève le 10 octobre pour exiger une réorientation de ces politiques. Il faut revenir sur les suppressions de poste. Il faut revaloriser la valeur du point d'indice dont le gel va conduire à une nouvelle baisse de nos salaires. Dans un contexte de manque d'attractivité de nos métiers et du département, dans lequel des postes d'enseignants et administratifs sont aujourd'hui non pourvus dans les écoles, les collèges et les lycées, ces mesures fragilisent un peu plus nos professions et donc le service public d'éducation. Comment lutter contre les dynamiques à l'origine des inégalités socio-spatiales dans ces conditions ? Cette lutte nécessite des personnels ayant la possibilité d'accéder à des temps de formation continue c'est-à-dire de réflexion sur leurs pratiques pour les adapter aux élèves et aux dynamiques décrites précédemment. Cette lutte réclame que ces personnels soient mieux considérés donc que leur rémunération progresse au lieu de diminuer ! Lutter contre les inégalités nécessite enfin que l'école comme les enseignants puissent vivre dans un environnement social, économique et culturel de qualité. Cela passe par exemple par le développement d'une véritable vie étudiante dans le département, non seulement à travers le soutien à l'antenne universitaire (dont un récent rapport du CESER a montré l'apport en matière de démocratisation de l'enseignement supérieur) mais aussi par l'enrichissement de l'activité culturelle et l'amélioration des réseaux de transport avec les métropoles de la région.

L'Education Nationale n'est donc pas la seule responsable des difficultés auxquelles aujourd'hui les personnels sont confrontés. Notre département a aussi besoin d'une politique volontariste en matière d'aménagement du territoire qui lutte contre les contrastes en permettant une amélioration de l'environnement social, économique et culturel. Cela passe par le développement de l'ensemble des services publics (santé, transport notamment). Trop rares sont les services publics faisant l'objet d'une carte comme celle que nous allons étudier aujourd'hui. L'école ne doit pas rester le dernier service public ou marchand après la fermeture de la gendarmerie, de la caserne de pompiers, du bureau de Poste, de la supérette...Oui, cela a un coût. Mais combien coûte l'ignorance, l'isolement, la solitude, le désespoir d'être contraint à vivre dans un désert ? Ayons le courage d'affronter collectivement ces défis !